

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) communs aux 4 lots

Marché de service

Accord-cadre relatif à l'affrètement de chalutiers professionnels pour la participation aux campagnes scientifiques d'évaluation de l'abondance de poissons

N° 251000027

PROCEDURE :

Marché à procédure adaptée conformément aux articles R.2123-1 et R.2123-4 du Code de la commande publique

POUVOIR ADJUDICATEUR :

IFREMER

**Zone industrielle de la Pointe du Diable
1625 route de Sainte Anne
29280 Plouzané**

Table des matières

1. Objet du marché – Dispositions générales	5
1.1. Objet du marché	5
1.2. Cotraitance.....	5
1.3. Sous-traitance.....	5
2. PIECES CONTRACTUELLES.....	5
3. DECOMPOSITION DU MARCHÉ.....	6
3.1. Bons de commande.....	6
3.2. Passation des Bons de commande – Généralités.....	6
4. SUIVI DU MARCHÉ.....	6
4.1. Représentant du titulaire.....	6
4.2. Représentant Ifremer.....	7
5. PRIX DU MARCHÉ	7
5.1. Contenu des prix	7
5.2. Type de prix.....	7
5.3. Date d'établissement des prix	7
5.4. Variation dans les prix.....	7
6. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS	8
6.1. Avance et acompte	8
6.2. Délai global de paiement.....	8
6.3. Présentation des bons de commande.....	8
6.4. Présentation des demandes de paiement.....	9
7. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
8. VERIFICATIONS ET DECISIONS APRES VERIFICATION.....	10
9. PENALITES	10
10.....CONFIDENTIALITE	10
11.PREVENTION DES RISQUES DE CONFLITS D'INTERETS ET DE CORRUPTION.....	11
12.MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHES	11

12.1. Modification du marché.....	11
12.2. Clauses de réexamen	12
12.3. Le marché complémentaire	12
12.4. L'avenant de transfert	12
13.MARCHE NEGOCIE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE	13
14..... RESILIATION	13
15.EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE.....	13
16.ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS	13
17.DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	14

1. Objet du marché – Dispositions générales

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'affrètement de chalutiers professionnels pour la participation aux campagnes scientifiques d'évaluation de l'abondance de poissons.

Le détail de la prestation est défini au cahier des clauses techniques (CCTP) joint.

1.2. Cotraitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer l'un ou l'autre des groupements définis à l'article R2142-20 du Code de la Commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

Quel que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

1.3. Sous-traitance

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles L2193-2 et R2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Représentant du pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché.

En cas de sous-traitance occulte le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses frais et risques.

2. PIÈCES CONTRACTUELLES

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement par lot, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le bordereau de prix unitaires (BPU) par lot ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services courants approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG/FCS)
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- le mémoire du titulaire ;

Le CCAG/FCS est une pièce générale qui bien que non jointe est une pièce constitutive du marché, elle est réputée connue du titulaire du marché. L'exemplaire de chacune de ces pièces, conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur fait seul foi.

3. DECOMPOSITION DU MARCHÉ

3.1. Bons de commande

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande conformément aux articles L2125-1 et R2162-3 du Code de la Commande Publique et dans le cadre défini à l'article 2 de l'acte d'engagement.

3.2. Passation des Bons de commande – Généralités

Avant chaque campagne, le Pouvoir adjudicateur notifie au titulaire un bon de commande sur la base des prix notifiés au bordereau des prix unitaires.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 3 jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG/FCS, si le démarrage du premier bon de commande intervient dans un délais de plus de 6 mois à compter de la notification du marché, le titulaire doit exécuter le bon de commande et les dispositions relatives à la résiliation prévues à cet article ne s'applique pas.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché tant que le délai d'exécution du bon de commande n'excède pas de plus de 3 mois la date de fin de validité du marché.

4. SUIVI DU MARCHÉ

4.1. Représentant du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un interlocuteur unique pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment à l'interlocuteur unique.

Plus généralement le titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

4.2. Représentant Ifremer

Dès la notification du marché l'IFREMER désigne le ou les correspondants du marché pour la phase exécution.

5. PRIX DU MARCHÉ

5.1. Contenu des prix

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG, Les prix du marché sont réputés comprendre tous les frais liés à l'exécution du marché, notamment les frais liés aux exigences du CCAP et du CCTP.

Par ailleurs, les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

5.2. Type de prix

Les prix du marché définis au BPU sont unitaires et forfaitaires.

5.3. Date d'établissement des prix

La date d'établissement des prix est le mois de remise des offres.

5.4. Variation dans les prix

Le prix des prestations à bons de commande sont fermes la première année d'exécution du marché puis révisables annuellement à chaque date anniversaire de la notification du marché, selon la formule suivante :

$$P = P_0 (0.30 (FSD3x/FSD3o) + 0.70 (ICHTrev-TS Mx/ICHTrev-TS Mo))$$

Dans laquelle :

P	est la valeur mise à jour du prix Po
Po	est le prix d'origine à mettre à jour
FSD3	est la valeur de l'indice des frais et services divers
ICHTrev-TS M	est la valeur de l'indice des activités spécialisées, scientifiques, techniques (Insee 1565195)

La valeur finale des indices repérée « x » est la dernière valeur de l'indice connue au moment de la révision des prix.

La valeur initiale des indices repérés « o » est celle connue au mois de mars 2025.

En tout état de cause, la révision des prix annuelle ne pourra excéder 3%.

Pour toute demande de révision des prix, le titulaire doit en avoir informé l'Ifremer, par courriel à cellule.marche@ifremer.fr un mois avant la date anniversaire du marché. Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix, en faisant apparaître le prix de base, la valeur du coefficient de variation, les mois et valeurs d'index utilisées.

L'Ifremer informe le titulaire de l'acceptation de la révision des prix par ordre de service.

La révision se fait prix par prix et est applicable à compter de la date anniversaire du marché. La révision ne peut être rétroactive.

6. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS

6.1. Avance et acompte

Le présent marché ne prévoit ni avance ni acompte.

6.2. Délai global de paiement

Les factures sont réglées à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par virement au numéro de compte du Titulaire. Si le délai de règlement par l'Ifremer d'une facture du Titulaire devenue exigible est supérieur à 30 jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

6.3. Présentation des bons de commande

Chaque bon de commande indiquera :

- La raison sociale du titulaire,
- Le numéro et l'objet du marché,
- Le numéro SAP,
- Le numéro et la date du bon de commande,
- Le lieu de livraison,
- l'objet de la prestation,
- le délai d'exécution du bon de commande, soit la date limite de la prestation,
- la nature, les quantités et les prix unitaires du BPU

6.4. Présentation des demandes de paiement

Le règlement du Titulaire interviendra sur la base des prestations effectivement réalisées. Le règlement sera diminué, le cas échéant, des pénalités prévues à l'article 7 du présent document.

Les factures seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

DENOMINATION
Libellé au nom de l'IFREMER
Adresse de facturation
Identification du tiers
N°SIRET
N° TVA intracommunautaire
N°IBAN
N° Facture
N° Commande (SAP)
Objet de commande (nature)
Objet de commande (quantité)
Montant total HT
TVA (montant, taux)
Référence du projet

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné est suspendu.

Les factures seront adressées en un seul original à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

NOM : INST FR RECHERCHE POUR L'EXPLOIT MER

SIRET : 330 715 368 00032

Code de service : METROPOLE_DOM

7. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Pour le lot 1 les prestations ont lieu dans la baie de Douarnenez.

Pour le lot 2 les prestations ont lieu dans l'estuaire de La Loire.

Pour le lot 3 les prestations ont lieu dans l'estuaire de La Seine.

Pour le lot 4 les prestations ont lieu dans l'estuaire de La Gironde.

8. VERIFICATIONS ET DECISIONS APRES VERIFICATION

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prononce dans les conditions définies à l'article 25 du CCAG/FCS :

- Soit une décision d'admission des prestations,
- Soit une décision d'ajournement des prestations ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision d'admission avec réfaction ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision de rejet partiel ou total des prestations ; cette décision doit être motivée.

9. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, le titulaire pourra se voir appliquer la pénalité suivante :

Dans le cas où le titulaire ne respecte pas le calendrier fourni par l'Ifremer pour la campagne de pêche, une pénalité de cent (100) euros HT par jour calendaire de retard sera appliquée.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble du marché.

10. CONFIDENTIALITE

L'ensemble des documents et informations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et de ses annexes, ainsi que ceux transmis ultérieurement au cours de l'exécution du présent marché, quel qu'en soit le support et la forme, sont strictement confidentiels et couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal).

Le Titulaire s'engage, pendant toute la durée du marché, mais également pendant cinq (5) ans après son échéance ou sa résiliation quelle qu'en soit la cause, à respecter de façon absolue les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et, le cas échéant, par ses prestataires et sous-traitants :

- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, sauf en cas d'accord exprès et préalable de l'IFREMER, accord qui peut être refusé à l'entière discrétion de ce dernier ;

- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données et fichiers communiqués par l'IFREMER au Titulaire.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire du présent marché peut également être engagée sur la base, notamment, des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du Code pénal, sauf s'il est obligé de divulguer ces documents ou informations en application d'une obligation légale, réglementaire, ou d'une décision de justice.

11. PREVENTION DES RISQUES DE CONFLITS D'INTERETS ET DE CORRUPTION

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

12. MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHES

12.1.Modification du marché

L'accord-cadre et les marchés subséquents peuvent être modifiés par avenant dans les conditions prévues aux articles L2194-1 et R2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

12.2. Clauses de réexamen

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, les modifications suivantes sont autorisées :

➤ Modification du plafond de la clause butoir

- La suppression ou modification ponctuelle ou définitive du plafond fixé par la clause butoir au niveau de la révision des prix,
- Le réexamen est déclenché par la survenance d'un événement imprévu au sens de l'article R. 2194-5 du code de la commande publique. Le titulaire signale à l'acheteur, par tout moyen permettant de déterminer avec précision une date de réception, les difficultés financières justifiant la modification visée au premier alinéa. Le produira tous les justificatifs nécessaires à sa demande,
- La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'Ifremer mais est initié par le seul Titulaire.

Les modifications sont autorisées d'un commun accord entre les parties et conclu par avenant.

➤ Prestations supplémentaires

En cours d'exécution de l'accord-cadre : Si des prestations supplémentaires non prévus à l'accord-cadre deviennent nécessaires pour l'exécution d'un lot, le titulaire du marché adresse un devis au Pouvoir Adjudicateur. Si le devis est accepté, le pouvoir adjudicateur notifie ces prestations supplémentaires par avenant au titulaire à condition que les prestations supplémentaires n'impactent pas le montant maximum de l'accord-cadre par lot.

12.3. Le marché complémentaire

Conformément aux articles R2194-2 et R2194-3 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié dans la limite de 50 % du montant du marché initial avec le titulaire du marché initial, pour des prestations supplémentaires devenus nécessaires et qui ne figuraient pas dans le marché initial. Il faut en outre qu'un changement de titulaire :

- soit impossible pour des raisons économiques ou techniques
- et présente un inconvénient majeur ou risque d'entraîner une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

La modification prend alors la forme d'un marché complémentaire.

12.4. L'avenant de transfert

Le marché initial peut être modifié par avenant de transfert, quand le titulaire initial est remplacé par un nouveau titulaire suite à une opération de restructuration du titulaire initial.

13. MARCHE NEGOCIE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE

En application de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, des contrats négociés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement dans les conditions suivantes :

-Pour la réalisation de prestations similaires. Sont considérées comme prestations similaires toutes prestations qui se rapportent directement à l'objet du marché.

-La durée de ces contrats ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du contrat public initial.

La modification prend alors la forme d'un marché complémentaire.

14. RESILIATION

En complément à l'article 32 du CCAG/FCS, la résiliation pour faute du titulaire se fera aux frais et risques de celui-ci. La décision de résiliation doit dans ce cas indiquer que le Pouvoir Adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché au frais et risques du titulaire.

La décision de résiliation, quelle qu'en soit le motif donne lieu à la notification d'un décompte de résiliation au titulaire du marché.

15. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE

En dehors du cas de la résiliation pour faute du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché et que le titulaire ne peut effectuer, quand la prestation, par nature ne peut souffrir aucun retard.

16. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS

Conformément à la réglementation issue du code du travail, le Titulaire fournit à l'IFREMER à la signature du présent contrat et tous les six (6) mois, jusqu'à sa date d'expiration, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au Titulaire et datant de moins de six (6) mois,
- un extrait K-bis de moins de trois (3) mois justifiant de l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés,
- une déclaration sur l'honneur dans laquelle le Titulaire atteste qu'il a effectué toutes les déclarations nécessaires auprès de l'administration fiscale et, dans l'hypothèse où il emploierait des salariés, que ceux-ci sont employés de façon régulière,

conformément au code du travail.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

17. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

- * l'article 3.2 déroge aux articles 3.7.2 et 3.8.3 du CCAG
- * l'article 5.1 complète l'article 10.1.3 du CCAG
- * l'article 9 déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG
- * l'article 14 complète l'article 32 du CCAG